

dépenses du ministère que je dirige à l'égard des conférences internationales. Il s'inquiète de ce qu'il y a peut-être du gaspillage de ce côté-là. Je n'admets pas, monsieur l'Orateur, qu'il y ait eu gaspillage; mais, s'il y en a eu, le comité en cause aura l'occasion, quand il se réunira, d'entrer dans les détails de toutes les conférences et de déterminer où il y a eu gaspillage. C'est vrai que, par le temps qui court, nous assistons à beaucoup de conférences internationales. Je voudrais bien qu'il y en eût moins. Mais, à mon sens, leur nombre même prouve bien la complexité et l'importance de la vie internationale et la nécessité de rouages spéciaux en vue de résoudre les problèmes internationaux. Le chef de l'opposition nous reproche donc d'assister à tant de conférences. Or je ne puis résister à la tentation de dire qu'on nous a également critiqués par le passé pour n'avoir pas inauguré nous-mêmes des conférences. Je pourrais ajouter que nous sommes loin d'avoir assisté à toutes celles où nous étions invités. Nous y allons et nous cherchons à y être représentés efficacement quand elles sont d'un intérêt pratique et avantageuses pour les Canadiens. Je sais que quelqu'un se dit sans doute: "Et la fameuse conférence des fabricants internationaux de chocolat et de cacao, en Suisse?" Quand le chef de l'opposition en a parlé dernièrement, il a fait rire ses partisans et quelques autres députés. Je ne lui en fais pas de reproche. Mais il admettra qu'on a ri à bon marché, quand je lui dirai que cette conférence, à laquelle s'est intéressée le ministère du Commerce, a coûté aux contribuables canadiens la somme de \$8.99.

Je m'y connais un peu en fait de conférences, car il m'a été donné d'assister à un grand nombre de ces réunions. Je sais combien il est désirable de n'être représentés qu'à celles où nos intérêts sont en jeu. Cet après-midi, le chef de l'opposition a parlé des frais sans cesse croissants que les conférences internationales entraînent pour le pays. Si, comme il le pouvait, il avait vérifié les chiffres, il aurait constaté que le crédit relatif aux conférences internationales était de \$400,000 en 1947-1948, de \$300,000 en 1948-1949, de \$225,000 en 1949-1950, qu'il était aussi de \$225,000 pour 1950-1951, la présente année, et que, bien qu'il soit encore de \$225,000 pour l'année 1951-1952, il aurait été réduit à \$200,000 si l'Assemblée des Nations Unies n'avait décidé, malgré le vote de notre délégation, de se réunir à Paris l'automne prochain plutôt qu'à Lake-Success. Les frais afférents aux conférences internationales, loin de s'accroître, diminuent, ou du moins restent sensiblement au même niveau, et j'espère

qu'il continuera à en être ainsi. Nous ne voulons pas de dépenses inutiles à l'heure actuelle.

Avant six heures, le chef de l'opposition a parlé aussi du service international de Radio-Canada. Depuis la fin de la séance de cet après-midi, je n'ai pas eu le temps d'étudier les détails de ces questions, mais je connais un peu l'exploitation de ce service et j'ai obtenu quelques renseignements au sujet des points que le chef de l'opposition a eu raison de soulever à la Chambre.

En notant quelques-unes de ses observations, j'ai remarqué que ses accusations ou, — je retire ce mot, — ses observations au sujet du service international de Radio-Canada, se divisent en deux catégories. La première constitue une critique générale du ton et de la teneur des émissions de ce service, critique plutôt vague et générale, à mon sens. Le chef de l'opposition a parlé de la déclaration formulée par M. Keyserlingk à ce sujet et, de fait, il y avait une forte ressemblance entre les paroles de l'honorable député et certaines accusations qu'a fait circuler M. Keyserlingk quant à l'objectivité du service international de Radio-Canada. Il est facile, bien entendu, de faire accepter de telles critiques qui tendent à créer l'impression générale que le service international de Radio-Canada est pro-communiste, tandis qu'à mon sens, il rend un service utile au Canada et joue un rôle important dans la guerre psychologique contre le communisme, qui, comme le disait l'honorable député cet après-midi, est une partie importante de la guerre totale contre le communisme, puisque c'est la lutte ou la bataille des idées. Ces critiques générales seraient plus convaincantes, bien entendu, si elles étaient mieux précisées, ce qu'on tentera peut-être de faire lorsque le comité se réunira. Je me permets d'ajouter, monsieur l'Orateur, qu'il sera alors plus facile d'y répondre.

M. Drew: Monsieur l'Orateur, sans vouloir interrompre...

Des voix: Règlement!

M. Drew: Je m'excuse, monsieur l'Orateur. La Chambre semble renvoyer des échos dont je ne connaissais pas l'existence. J'allais dire que le ministre avait mal interprété mes paroles. J'ai été précis au point de donner le nom de celui qui, selon les discours, était rattaché à Radio-Canada, pour ce qui est de la question précise que j'ai soulevée. Le point est assez précis pour qu'il en soit question.

L'hon. M. Pearson: J'y viens. Le député a dû m'entendre dire que je divisais mes observations sur cette partie de la question en deux groupes, le premier ayant trait aux critiques générales lancées contre le service internatio-